

PALESTINE

La paix en état de choc

Le point de vue de Ghassan Salamé, politologue, spécialiste de la société palestinienne.

Le Likoud est au pouvoir. Que va-t-il se passer du côté palestinien ?

Ghassan Salamé : Il y a en ce moment une vraie panique à Gaza, mais aussi au Caire, à Rabat, dans toutes les capitales arabes qui se sont engagées dans le processus de paix. En revanche, les opposants à ce même processus ressentent une intense satisfaction. Le premier message du vote s'adresse en effet directement aux islamistes. En envoyant à la Knesset un nombre sans précédent de députés religieux, les électeurs israéliens ont conforté dans l'autre camp la mouvance fondamentaliste. Celle-ci soutient depuis trente ans que le conflit israélo-palestinien a des bases religieuses. L'OLP et les régimes un peu sécularisés mettent en avant, au contraire, l'aspect national de l'affrontement. Aujourd'hui, les islamistes voient leur thèse confirmée. Le second message de ce vote est plus inquiétant encore. Les élections constituaient

une sorte de référendum à peine voilé sur le processus de paix. Arafat, Moubarak, le roi Fahd ou Hassan II peuvent donc en tirer comme conclusion qu'une majorité du peuple israélien a dit non à la paix.

Arafat devra-t-il se rapprocher des islamistes ? Les renversements ne seront pas aussi apparents, aussi brutaux. Le plus grave n'est pas le péril islamiste : c'est le fait que nous risquons d'entrer dans un processus de déstabilisation de l'Autorité palestinienne. Ne sous-estimons cependant pas les atouts d'Arafat. D'abord, sa victoire à l'élection de janvier lui a donné une nette majorité au sein du Conseil national palestinien. Ensuite, la communauté internationale ne lui ménagera pas son soutien, car elle verrait d'un très mauvais œil s'effondrer le processus de paix.

Est-ce suffisant pour lui permettre de tenir ? Non. Arafat a remporté la victoire à un moment où restaient ouvertes plusieurs options

fondamentales : la souveraineté éventuelle des Palestiniens, le statut de Jérusalem, la question de l'eau, celle des colonies. Or il sait maintenant qu'il ne pourra jamais arracher à la nouvelle majorité israélienne la moitié de ce qu'il aurait pu obtenir d'un gouvernement travailliste. Le retrait ou non de l'armée israélienne d'Hébron constituera le premier test. Que va-t-il se passer dans quelque temps si le Likoud, au moment de négocier, maintient des positions primaires ? Au mieux, le nouveau gouvernement israélien voudra revenir aux accords de Camp David, c'est-à-dire à une autonomie limitée. Au pire, il remettra en cause le peu d'autonomie dont les Palestiniens disposent à l'heure actuelle. Arafat aura alors beaucoup de mal à défendre le principe du compromis.

Pourrait-il aller jusqu'à se retirer du processus de paix ?

Je ne crois pas. Le vrai risque n'est pas le retrait d'Arafat, mais sa marginalisation. Il faut moins redouter les islamistes que ce qui va se passer au sein de l'opinion palestinienne modérée, celle qui a fait confiance à Arafat et soutenu le processus de paix. Cette option est majoritaire chez les Palestiniens, comme l'ont

attesté tous les sondages. Mais, si le bouclage des territoires se poursuit, si les mesures de vexation reviennent à ce qu'elles étaient durant l'Intifada, si l'armée israélienne se donne à nouveau le droit d'intervenir dans les villes passées officiellement sous le contrôle de l'Autonomie palestinienne, la masse palestinienne va connaître un long et profond désenchantement. Pourtant, on ne verra pas du jour au lendemain les islamistes devenir les maîtres de la rue palestinienne. Ils représentent actuellement moins de 15 % de l'opinion. Ma crainte, je le répète, n'est pas de ce côté-là. J'ai peur de voir un jour dévaluées toutes les institutions issues du processus de paix. Des courants radicaux, pas seulement islamistes, émergeraient alors. Des proches d'Arafat, voire Arafat lui-même, pourraient abandonner toute coopération en matière de sécurité avec Israël. Et les Israéliens risqueraient de récolter les fruits amers de leur choix : pour avoir voulu plus de sécurité, ils auront obtenu davantage d'insécurité. ■

Propos recueillis par
MARTINE GOZLAN

Ghassan Salamé est notamment l'auteur de Démocraties sans démocrates (Fayard, 1994).